

# FONDATION MARCEL HICTER POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE ASBL

## NOUVELLES CITOYENNETÉS

une analyse de Vanessa Vindreau

NOVEMBRE  
2007

# NOUVELLES CITOYENNETÉS

Par Vanessa Vindreau, Chargée de missions, Fondation Hicter

**A** l'heure où les difficiles négociations entre les représentants politiques belges menacent la stabilité du pays voire de l'Europe<sup>1</sup>, les citoyens semblent bien démunis pour revendiquer leur vision pacifique et participer à l'évolution de la situation. L'absence de moyens légaux alternatifs pouvant dégeler la situation place la population dans un état d'attente interminable et dans un insupportable sentiment d'immobilisme. Cependant on voit apparaître de nombreuses initiatives spontanées de citoyens, d'habitants (pétition et marche pour l'unité, conférence improvisée, distribution et exposition de drapeaux), souhaitant faire entendre leur voix et rappeler à leurs dirigeants le fondement pacifique qui ont animé leur vote de juin dernier<sup>2</sup>.

On peut étendre cet activisme populaire à d'autres secteurs sociaux comme le logement, l'emploi, l'école aussi, et où la culture joue un rôle non négligeable d'agitateur et de constructeur de liens. Ces mouvements peuvent être perçus comme autant de stratégies collectives imaginées pour répondre à certains besoins non solutionnés par les pouvoirs publics. Quelles sont donc leurs conditions de naissance, leurs caractéristiques et leurs significations à l'heure d'aujourd'hui ? Que reflètent ces mouvements d'expression circonstanciés ? Traduisent-ils de nouvelles manières de participer à la chose publique, d'être citoyen au XXI<sup>e</sup> siècle ? Ou de se protéger de tout conflit grave pouvant menacer la tranquillité des individus ? Sont-ils porteurs de valeurs nouvelles de solidarité ou reflètent-ils l'égoïsme porté par le fameux phénomène NIMBY<sup>3</sup> ?

## (1) NOUVEAUX MOUVEMENTS PROTESTATAIRES

Le Festival des Libertés qui vient de s'achever a souhaité montrer cette année à son public, une série d'initiatives locales empruntées à la société belge comme étrangère pour illustrer la maxime qu'il s'était choisi « Résister c'est créer », mot d'ordre emprunté à Miguel Benasayag et Florence Aubenas dans le livre du même nom. Il s'agissait de présenter et de réfléchir ici sur les actions de citoyens autour du logement, de l'espace public à Bruxelles mais aussi de montrer comment ailleurs, loin de notre réalité, d'autres populations s'unissent pour faire valoir leurs droits devant les décideurs économiques et politiques de leur pays. Si ces initiatives ne montrent qu'une petite partie de l'iceberg, le

mérite de Bruxelles laïque aura été de rendre un hommage public à l'investissement de nombreux citoyens dans des causes qui reflètent de plus en plus l'écart entre les politiques publiques et les besoins réels des citoyens dans de nombreuses parties du monde.

Aussi il ne suffit pas toujours de se regrouper dans la durée pour agir. Qui n'a jamais signé une pétition sur internet pour la défense d'une cause ? ou participer à un forum de discussion sur une thématique citoyenne ? Au-delà de ces pratiques plus impersonnelles, la possibilité est désormais donnée à n'importe qui de contribuer à sa mesure, grâce aux NTIC, au façonnement d'un monde plus juste.

Force est encore de constater que ces associations spontanées d'acteurs sociaux comme économiques ou politiques, d'habitants, d'artistes, ne revendiquent pas seulement leurs droits mais interrogent les situations auxquelles chacun fait face ou pourrait faire face. L'action citoyenne ne se décline donc pas seulement suivant des revendications pour un mieux-vivre ensemble ou un mieux-être. Elle favorise également la mise en place de collectifs informels dont les objectifs consistent souvent à créer sur un temps plus long que l'action immédiate, les conditions de l'innovation sociale et politique. On ne se place plus ici « en réaction » immédiate et spontanée vis-à-vis de situations injustes mais dans la « création » d'autres formes de vie en société que l'on conçoit et teste collectivement.

## (2) RÔLE DE LA CULTURE

La Fondation Hicter mène sur ce sujet et depuis 7 ans un programme d'empowerment de jeunes opérateurs/structures culturels bruxellois dont les actions tantôt questionnent nos rapports sociaux, tantôt apportent quelques solutions innovantes applicables. Nova cinéma, PTTL, Vox ou Radio Panik encore sont quelques-unes des structures ayant suivi cette formation<sup>4</sup>. Leur signe particulier est de placer la culture au centre de leur démarche de travail, soit comme base

de réflexion, soit comme outil de création et de diffusion. Quelle que soit la forme utilisée, l'art et la culture restent ici le moyen pour ces collectifs improvisés d'agir politiquement dans l'espace public et de questionner les politiques sur leur propre terrain.

En effet, l'action de ces groupes concerne une large gamme de domaines publics : citons la qualité de l'espace public (Bureau d'architecture V+, Tilt asbl) ; la défense des libertés individuelles (droit au chômage, droit d'expression, droit culturel et de diffusion, droit d'habiter) ; le logement ; l'économie et la consommation (City Mined) ; les sans-papiers (Artistes en campagne) ; la mobilité (No ticket) ou encore les médias (Indymedia, Vox) ou l'édition.

Malgré la similarité des problèmes rencontrés dans d'autres partie du monde et « l'aspect globalisant » des causes qui les génèrent, ces actions sont bien souvent locales car elles concernent le cadre de vie de ceux qui agissent dans ces collectifs et mobilisent des ressources locales pour la création d'alternatives sociales. Même si leur mode de fonctionnement est informel et égalitaire, parfois anarchiste, ce qui leur permet de s'adapter continuellement aux réalités du terrain, leur absence de travail en réseau les empêche parfois d'élargir leur portée. A contrario on voit émerger depuis quelque temps des collectifs européens voire internationaux dont les actions concernent des enjeux mondiaux comme le réchauffement climatique par exemple (Avaaz). Ils regroupent ici un ensemble de citoyens isolés qui, par le jeu de signatures de pétitions et le suivi « on-line » des campagnes, délèguent leur capacité d'action à un noyau de personnes qui se positionnent comme lobby citoyen international lors des rencontres internationales au sommet, auprès des grands décideurs politiques et économiques de ce monde.

Qu'ils soient locaux ou internationaux, ces collectifs fonctionnent sur un mode bien souvent participatif, où chaque membre du groupe peut à sa manière et à sa mesure, agir sur l'objet. L'action individuelle sur l'objet commun est ici reconnue par le groupe et la forme innovante obtenue reflète l'unité des diverses imaginations et créativité à l'œuvre plutôt qu'une étape dans le chemin menant vers une utopie sociale collective. Aussi les objectifs sous-tendus par la participation directe des uns et des autres via des ateliers ou des rencontres, ou indirecte via internet, reposent avant tout sur la nette volonté d'infléchir la masse, les médias ou les politiques visées dans une optique de plus grand respect des exclus et des nouveaux courants sociaux.

### (3) DES CRÉATIFS CULTURELS AU SERVICE D'UN RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

Ces actions affichent donc de nouvelles formes de citoyenneté « hors sol » productrices de solidarité, de sens et de liens avec lesquelles les décideurs locaux doivent désormais jouer pour établir le contrat social mis en jeu à chaque élection.

En effet, le sentiment d'abandon progressif des institutions de la sphère sociale et éducative et la peur de les voir modeler une société suivant des directives économiques éloignées des besoins humains justifient bien souvent la création de ces nouveaux micropactes sociaux durables. En 2001, une étude américaine<sup>5</sup> vient renforcer ces constats. Une équipe mixte de chercheurs en sociologie et en psychologie met en lumière l'apparition d'une nouvelle catégorie d'individus appelée les « **créatifs culturels** », à ne pas confondre avec la « Creative class » de R. Florida (qu'il définit comme composée d'individus payés pour créer, à la différence de la Working class et de la Service class, payées pour exécuter). Ray et Anderson ont étudié 50 années de mouvements sociaux aux Etats-Unis et leurs conclusions mettent en perspective l'évolution récente des mouvements activistes en Europe.

Grâce au recul historique dont on dispose ici, on sait que l'activité de ces groupes est devenue un véritable courant culturel qui annonce un changement radical de société dans les pays occidentaux, là où un certain nombre d'individus prennent distance avec la société de consommation. Ces individus créent une nouvelle manière de vivre qui témoigne d'une évolution importante des mentalités allant à l'encontre de la vision écourtée de leurs représentants politiques.

Cette évolution sociale n'est ni récente ni conjoncturelle. Elle fait suite à l'action menée sur le long terme de nombreux mouvements sociaux américains (féministe, racial, pacifique...) souvent considérée comme souterraine car oubliée des médias, mais qui a contribué à modifier durablement la vision de ceux qui se sont toujours considérés comme « *les pièces d'un puzzle qui ne trouveraient pas leur place dans un ensemble qui a l'air tout à fait complet sans elles.*<sup>6</sup> » Les idées tolérées dans les années 60 (nucléaire, consommation de masse...) considérées comme « normales » et décidées par les politiques au nom de l'intérêt général, sont devenues inacceptables aujourd'hui par une grande partie de l'opinion publique. Cette dernière ne souhaite plus se faire instrumentaliser par des discours extrémistes qui récupèrent les peurs dans une dernière tentative de reprendre le contrôle et d'imposer un ordre ancien. Ainsi la variété des actions et le type de collectifs citoyens traduisent bien une tendance nouvelle de nos sociétés à vouloir se réapproprier la chose publique et à la protéger des dangers des politiques néolibérales pratiquées par les dirigeants. « *Quand on cherche à changer la culture du passé, on ne peut pas se contenter des solutions qu'elle propose. Il faut découvrir ses propres solutions, ou les inventer.* » En effet, « *résoudre de nouveaux problèmes avec d'anciennes méthodes n'est généra-*

lement pas très approprié<sup>7</sup> » .

Au-delà de ces aspects sociologiques, ce courant témoigne aussi d'un besoin nouveau d'unité dans un monde où la compétition divise les individus et où les conditions de vie de plus en plus difficiles ne cessent d'augmenter les inégalités sociales et politiques. Si ces mouvements répondent en partie à « *l'effacement de la volonté des individus de perpétuer ce à quoi ils croient, ce à quoi ils tenaient (...), ferment majeur de la crise de notre culture* », selon Marcel Gauchet<sup>8</sup>, ils témoignent aussi de la volonté de créer du nouveau en préservant les ressources actuelles et en dépassant les peurs qui isolent. Début de développement social durable, il viendrait infiltrer l'Etat-nation devenu infrastructure de services pour rendre tangibles les liens identitaires et sociaux qui nous unissent les uns aux autres bien souvent de manière imaginaire. « *Les bases de l'identité collective se sont déplacées, glissant de la « contestation » vers une vision plus positive et volontariste des choses, de l'activisme et de l'avenir.* » (Ray & Anderson)

## ET LES AUTRES ?

Pour conclure, devant l'immobilisme des décideurs politiques face au mouvement morbide qui pourrait provoquer la destruction de l'écosystème, un mouvement de conscience et d'action civile de plus en plus sourd et important continue de s'élever. Si les activistes sociaux s'attachent bien souvent à agir sur leur environnement immédiat, leur persévérance et leur expérience contribuent à forger progressivement une nouvelle vision et un nouveau rapport au monde. L'impact de ces actions sur la modification de nos mentalités et de nos modes de vie sera d'autant plus important selon la capacité démultipliatrice de ces pratiques auprès d'autres individus tout comme de l'aptitude des individus à agir sur leurs propres modes de vie. Ce qui est donc intéressant, c'est moins le résultat qui compte, c'est-à-dire la capacité de l'action collective à déboucher sur un changement tangible de politique, mais surtout le degré de participation des individus relié à leur motivation et à leur sentiment de satisfaction.

Dans une société qui protège les libertés individuelles par la responsabilité individuelle alors même que faire société commence à ne plus faire grand sens, il est urgent de prendre en compte cette tendance populaire à tous les niveaux d'action et de formation de la citoyenneté. Considérant les traditionnels vecteurs de citoyenneté, comme les écoles par exemple, il est désormais nécessaire de voir comment ces dernières jouent des missions qui leur sont attribuées par les autorités pour travailler cette valeur absolue qu'est la créativité culturelle dans le cadre de sa participation à la mise en place de la société de la connaissance voulue par l'Europe.

## NOTES

1 - En allusion à l'incapacité temporaire de la Belgique de ratifier à temps le nouveau traité simplifié de l'Union européenne.

2 - Dans un sondage récent paru en page 7 de la Libre Belgique du 14 novembre 2007, « plus de sept Belges sur dix estimaient que le monde politique n'était plus en phase avec la population ».

3 - Not In My Back Yard (pas chez moi).

4 - Voir le site de Res Urbis : <http://www.fondation-hictor.org/fr/Forma/Resurbis%20/Resurbis.html>

5 - Ray Paul H. & Anderson Sherry R., 2001, L'émergence des Créatifs culturels, enquête sur les acteurs d'un changement de société, Editions Yves Michel (publication aux Etats-Unis en 2000).

6 - Op. cit.

7 - Op. cit.

8 - Marcel Gauchet et le miracle démocratique, Propos recueillis par E. Lévy, Le Point - n°1834, 8/11/2007 - <http://www.lepoint.fr/content/debats/article?id=209154>.